

*L'ajournement*

• (1910)

Quant aux règlements sur la représentation équitable, la Loi sur les langues officielles traduit déjà l'engagement de longue date du gouvernement en cette matière. Je puis dire aux députés que nous sommes décidés à assurer aux francophones et aux anglophones les mêmes possibilités d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales. Les politiques actuelles du gouvernement sont très claires à cet égard. En fait, les proportions dans la fonction publique sont à peu près les mêmes que dans les secteurs équivalents de la main-d'oeuvre nationale.

Le Conseil du Trésor et les établissements concernés veilleront à rétablir tout déséquilibre, comme la proportion d'anglophones dans les établissements fédéraux au Québec. Il ne semble pas nécessaire à l'heure actuelle de formuler des règlements sur la langue de travail et la représentation équitable.

De plus, je puis assurer aux députés que notre gouvernement va continuer de respecter ses obligations envers le public et ses employés conformément à la Loi sur les langues officielles.

## L'ENVIRONNEMENT

**M. Ross Harvey (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, vous rappelez-vous le Plan vert? Vous souvenez-vous de la promesse du gouvernement de réaliser des progrès réels et importants en s'attaquant aux problèmes environnementaux? Le ministre et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources semblent l'avoir oubliée. Au moins c'est ce qui ressort du dernier budget.

Pour la septième année de suite, on a réduit le financement du ministère pour le rendement énergétique, la conservation de l'énergie et les sources d'énergie de substitution. Les 40 millions de dollars de l'année dernière qui étaient déjà bien maigres ont encore été réduits de 12 p. 100 et ramenés à 35 millions de dollars. Cela représente une énorme diminution de 375 millions de dollars, soit 91 p. 100 pour ce crédit, depuis 1984, la première année du règne du gouvernement conservateur, où le budget était de 410 millions de dollars.

Par contre, en 1991-1992, le gouvernement va dépenser 154,8 millions de dollars en un prêt pour l'installation de valorisation du brut de la Husky à Lloydminster et 180,6 millions de dollars pour le projet Hibernia. Il s'agit de plus de 335 millions de dollars pour ces deux mégaprojets pétroliers au cours de la seule période de 1991-1992. C'est presque égal à dix fois le budget consacré au rendement énergétique, à la conservation de l'énergie et aux sources d'énergie de substitution.

Dans le cas d'Hibernia, le gouvernement va donner plus de 1 milliard de dollars de deniers publics—c'est exact, un cadeau de 1 milliard de dollars—à un consortium qui se propose d'envoyer pratiquement tout le pétrole d'Hibernia directement aux États-Unis. Celui-ci ne sera même pas raffiné au Canada. Ce cadeau de 1 milliard de dollars fait à Hibernia, cette subvention directe aux consommateurs américains, aurait suffi à payer tous les engagements du gouvernement en matière d'énergie—rappelez-vous, monsieur le Président, le piètre financement annuel de 35 millions de dollars—pendant plus de 28 ans.

Encore une fois, au lieu de cela, le gouvernement va accorder cette année 215 millions de dollars à l'énergie nucléaire par l'intermédiaire de l'Énergie atomique du Canada Limitée et la Commission de contrôle de l'énergie atomique, et ce n'est pas tout. D'après un discours que le ministre a adressé le 5 juin 1990 à l'Association nucléaire canadienne, le Canada a investi la coquette somme de 30 milliards de dollars dans des installations nucléaires. Cela comprend sans doute les 40 millions de dollars par année que l'EACL dépense depuis 10 ans pour étudier les moyens d'enfouir ses déchets radioactifs quelque part dans le Bouclier canadien.

Une dernière différence. Après seulement six mois au pouvoir, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario distance déjà les Conservateurs de Mulroney par sa politique énergétique respectueuse de l'environnement. À titre d'exemple, le gouvernement ontarien a ordonné à l'Ontario Hydro de retirer 240 millions de dollars au développement de l'énergie nucléaire, soit 60 millions par année pendant quatre ans, pour réduire la demande d'électricité en encourageant les économies d'énergie et l'efficacité énergétique.

Cette seule initiative vaut à elle seule plus d'une fois et demie le total des dépenses annuelles que le ministère de l'Énergie consacre à tous les programmes fédéraux relatifs à l'efficacité énergétique, aux économies et aux énergies nouvelles. En fait, le total du budget fédéral, 35 millions de dollars, dépasse à peine le double du montant que l'Ontario Hydro dépense chaque année simplement pour la publicité de ses programmes d'économies et d'efficacité énergétique.

Je dois ajouter que l'Ontario Hydro subventionne le gouvernement fédéral pour un projet pilote afin d'économiser l'énergie dans environ 60 immeubles fédéraux. Ce projet, qui consiste à installer un nouvel éclairage, de nouveaux moteurs et de l'isolant, devrait permettre au gouvernement fédéral d'économiser 860 000 \$ en énergie, et il peut s'appliquer à tous les immeubles fédéraux en Ontario. J'espère que ce programme montrera aux